

SFR : les syndicats demandent aux repreneurs de maintenir l'emploi pendant 4 ans

La [nouvelle offre de Bouygues sur SFR](#), valable jusqu'au 8 avril, a visiblement relancé l'inquiétude des salariés de SFR quant au risque qu'un rapprochement des deux groupes fait peser sur les emplois. Tout comme [les négociations exclusives](#) en cours entre Vivendi et Numericable (la date butoir étant aujourd'hui fixée au 4 avril).

Dans un communiqué en date du 24 mars, l'intersyndicale SFR (UNSa, CFDT, CFE-CGC, CGT) sollicite «*un projet d'accord formalisant les engagements pris [par le repreneur final] dans la presse et auprès du gouvernement*», indique [l'Espresso.fr](#). Face à l'incertitude quant à l'identité du futur propriétaire de SFR, l'intersyndicale précise que «*le meilleur projet est celui qui saura garantir le maintien de l'emploi dans la durée*».

Maintenir l'emploi pendant 4 ans

Les représentants syndicaux ont présenté ce protocole d'accord à l'occasion d'une conférence de presse hier, mardi 25 mars, au siège de SFR à Saint Denis. Le document invite à **maintenir les emplois chez SFR pendant au moins 4 ans au niveau actuel** (en date du 31 décembre 2013). Il prévoit également un «*engagement miroir*» qui intègre les mêmes efforts de préservation de l'emploi pour le futur acquéreur ainsi que pour les sociétés périphériques à SFR, notamment la SFD qui gère une partie du réseau de boutiques de l'opérateur.

Le collectif de syndicats appelle «*les acheteurs potentiels à prendre contact avec ses représentants pour contractualiser ses engagements sur l'emploi, avant la décision définitive du conseil de surveillance de Vivendi*». Le projet d'accord a été **remis aux dirigeants de Vivendi, SFR, Bouygues et Altice-Numericable**. S'ils le signent, ils seront engagés devant la justice en cas de non respect des clauses.

Passer des promesses aux engagements

De leurs côtés, Numericable et Bouygues assurent que la reprise de SFR sera réalisée sans casse sociale. Mais les propos diffusés à la presse ou même [les promesses écrites](#) du dirigeant d'Altice, Patrick Drahi, à Arnaud Montebourg n'engagent légalement à rien. Une note de la Direction générale de la compétitivité de l'industrie et des services, datée du 19 février, estimait entre **1 500 et 3 000 suppression d'emplois en cas de reprise de SFR par Bouygues et 1 000 à 2 000 avec Numericable**, selon *Les Echos*.

Un risque de dédoublement des effectifs (à commencer [par la DSI](#)) que veut éviter Fleur Pellerin. La ministre de l'Economie numérique a demandé que les engagements pris par Numericable et SFR en matière d'emplois soient sanctuarisés et associées à la procédure de transfert de licences de fréquences de SFR au nouveau propriétaire.

Lire également

[Rapprochement SFR-Numericable : les syndicats inquiets pour l'emploi](#)

[SFR + Bouygues : les 4 conséquences d'une probable révolution dans les télécoms](#)

[Vivendi est-il en mesure de regarder l'offre de Bouygues sur SFR ?](#)